



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Modernisation
Interministérielle et de l'Environnement
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ du **11 SEP. 2025**

portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société LAVOX à Déols,
Blanchisserie industrielle

LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L.514-5 ;
- Vu** l'arrêté n°2009-01-0348 du 27 janvier 2009, autorisant la société LAVOX à exploiter une installation de blanchisserie industrielle, située à Déols en zone industrielle de Grandéols, rue Gustave Eiffel ;
- Vu** les observations relatives aux installations du domaine basse tensions présent dans le rapport 7852222/1.22 de vérifications des installations électriques en date du 27 février 2025 ;
- Vu** les conclusions « l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion » mentionnées dans le compte rendu de vérification périodique du 26 février 2025 (certificat Q18) ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 14 mai 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** le courrier en date du 25 juin 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant ;
- Considérant** que lors de la visite en date du 22 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les installations électriques ne sont pas conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur ;

Considérant que la non-conformité des installations électriques est susceptible de provoquer des risques d'incendie et d'explosion ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LAVOX de respecter les prescriptions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2009-01-0348 du 27 janvier 2009, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société LAVOX exploitant une blanchisserie industrielle, ZI du Grandéols, sur le territoire de la commune de Déols, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de susvisé en :

- mettant en conformité dans un délai de deux mois les installations électriques pouvant être à l'origine de risque d'incendie ou d'explosion à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pour une durée maximale de 5 ans.

Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;

- d'un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia, 92055 La Défense.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article 5 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à LAVOX.

Une copie en sera adressée :

- ↳ au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire ;
- ↳ au maire de la commune de Déols, pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'N. Chaib'.

Nadine CHAIB